

Les étudiants maintiennent le blocage du rectorat à l'ULB

■ Depuis jeudi, quarante étudiants protestent contre la hausse du minerval des étudiants non européens.

Reportage Alice Van de Vyvere (st.)

Pas question de passer par l'entrée principale du rectorat pour pénétrer dans ce lieu: toutes les issues sont condamnées par des cadenas. Les allers et retours se font uniquement via une petite porte au sous-sol, surveillée 24 heures sur 24 par les étudiants. Ni le recteur ni le personnel de l'université ne sont autorisés à passer. Cela fait six jours que des étudiants bloquent le rectorat. Ils protestent contre la hausse du coût du minerval pour les étudiants non européens.

L'aboutissement d'un an de travail

Si les étudiants belges, européens ou issus des "pays les moins avancés" paient un droit d'inscription de 835 euros par an à l'université, les étudiants originaires de "pays en voie de développement" déboursent 4175 euros depuis la rentrée passée en première année.

Le principe heurte les étudiants toujours soucieux de préserver une égalité d'accès à l'enseignement. A l'ULB, ils organisent une première action en mars 2016, en bloquant le bureau de la directrice du service des inscriptions. Dans la foulée, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles vote une hausse du plafond du minerval des étudiants non-européens jusqu'à maximum quinze fois les droits d'inscription des étudiants belges, soit 12 525 euros. Les manifestations s'enchaînent alors. "Cette occupation est l'aboutissement d'un an de travail", confirme Charlotte.

L'étudiante en géographie, 23 ans, discute avec d'autres dans la salle principale du rectorat. Elle vient de passer sa quatrième nuit sur place. "J'ai gardé la porte d'entrée de 5 h 30 à 7 h, raconte-t-elle. Je pensais me rendormir un peu, mais une réunion avec le recteur a été programmée à 8 h."

"Cette occupation est l'aboutissement d'un an de travail."

Charlotte

Etudiante de 23 ans en géographie, Charlotte occupe le rectorat avec d'autres étudiants.

Ambiance bon enfant

A l'entrée du bâtiment, deux vigiles recrutés par l'ULB sont installés dans un fauteuil. Un collègue vient assurer un relais. Les trois hommes vont prendre un café dans la pièce centrale avec les protestataires. De toute évidence, gardes et étudiants n'entretiennent pas une relation hostile. "Normalement, vous n'êtes autorisés à rentrer que par deux", plaisante Hugo, étudiant en géographie. Et les gardes de répondre, sur un ton tout aussi léger, qu'"ici, le café est bien meilleur, et gratuit!" Les étudiants, un sourire ironique aux lèvres, remercient le recteur pour sa machine à café Nespresso.

Des assemblées générales ont lieu tous les midis. Durant ces réunions, les étudiants discutent aussi bien logistique que stratégie politique. "Nous avons un fonctionnement horizontal, explique Charlotte, enthousiaste. Il n'y a pas de chef: nous sommes tous à égalité. Les étudiants se proposent pour être porte-parole lors des réunions avec le recteur, puis on vote."

Même après six nuits sur des matelas pneumatiques, le moral des étudiants reste au beau fixe. "Le mouvement ne s'affaiblit pas, au contraire, reprend Charlotte. On est soutenus par de nombreux étudiants. Mais aussi par d'autres organisations de l'université, par des politiques et par des professeurs."

Et du côté des autorités?

Le recteur de l'ULB Yvon Englert lui-même a apporté des croissants aux étudiants pour le petit-déjeuner du vendredi. Il se montre ouvert au dialogue. Il estime cependant que "les étudiants se trompent de cible en visant les universités et non les pouvoirs publics" qui seraient responsables d'un "désinvestissement massif" de l'enseignement universitaire. Il affirme en outre que "dans tous les cas, les droits d'inscriptions ne couvrent jamais les coûts de scolarité des étudiants hors Union européenne, qui sont donc soutenus par l'université".

Même son de cloche à l'UCL où l'on déplore "cette méthode d'occupation". "Le coût moyen d'une année de formation est approximativement de 10 000 euros, y expose-t-on. Or les universités ne perçoivent pas de financement public pour la plupart des étudiants étrangers."